



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction interministérielle de l'animation territoriale**

Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ N° 41-2025-10-07-00002

**portant prescriptions spéciales applicables à la carrière exploitée
par la SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES sur les communes
de Courbouzon (41500) et Saint-Laurent-Nouan (41220)**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU le code minier ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

VU le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

VU l'arrêté modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93-2484 du 24 septembre 1993 autorisant la SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES à étendre l'exploitation une carrière de sables et graviers à Courbouzon, au lieu-dit « Les Bordes », et à Saint-Laurent-Nouan, au lieu-dit « L'île de Nouan », sur une superficie nouvelle de 32ha 99a 11ca pour une durée de 27 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-300-9 du 26 octobre 2004 autorisant la SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES à poursuivre l'exploitation et à modifier les conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers sise à Courbouzon, au lieu-dit « Les Bordes », et à Saint-Laurent-Nouan, au lieu-dit « L'île de Nouan », abrogeant l'arrêté préfectoral n° 93-2484 du 24 septembre 1993 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-334-26 du 30 novembre 2007 portant modification de l'arrêté préfectoral n° 2004.300.9 du 26 octobre 2004 relatif à la position en zone inondable de la carrière de la SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES, sur l'île de Nouan à Saint-Laurent-Nouan, et aux mesures de prévention et de protection qui en résultent ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-143-0023 du 23 mai 2011 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, aux lieux-dits « Les Bordes », à Courbouzon, et « L'île de Nouan », à Saint-Laurent-Nouan, définies par l'arrêté préfectoral n° 2004-300-9 du 26 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2017-01-23-007 du 23 janvier 2017 portant modification des quantités maximales et moyennes extraites annuellement de la carrière exploitée par la la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, aux lieux-dits « Les Bordes » dans le domaine public en lit majeur de la Loire entre les PK 8,2 et le PK 7,25 à Courbouzon et « L'île de Nouan » à Saint-Laurent-Nouan, définies par l'arrêté préfectoral n° 2004-300-9 du 26 octobre 2004 ;

VU les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 23 janvier 2017 précité portant prorogation de la durée d'autorisation d'exploitation par la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES de la carrière aux lieux-dits « Les Bordes » à Courbouzon et « L'île de Nouan » à Saint-Laurent-Nouan au 25 septembre 2023, limitant l'extraction de matériaux commercialisables au 25 décembre 2022 et fixant l'achèvement de la remise en état du site au 25 juin 2023 ;

VU l'arrêté du 29 janvier 2025 portant modification de l'arrêté du 27 novembre 2023 autorisant la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES à occuper temporairement le domaine public fluvial de la Loire à Courbouzon dans le cadre de l'exploitation de carrière jusqu'au 30 juin 2027 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 41-2025-06-30-00002 du 30 juin 2025 portant prescriptions spéciales applicables à la carrière exploitée par la la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES sur les communes de Courbouzon et Saint-Laurent-Nouan pour permettre la remise en état du site et interdisant l'extraction le traitement et la commercialisation des matériaux du site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

VU le procès-verbal de récolement du 22 janvier 2003 dressé par l'inspecteur des installations classées ;

VU le récépissé de déclaration et la preuve de dépôt n°A-9-WQPOU2DWS du 5 juillet 2019 pour la rubrique 2517 pour une surface de 9 979 m² ;

VU les avis des propriétaires et de la commune de Courbouzon sur la demande de modification de la remise en état du site ;

VU le compte rendu de la réunion du 11 juin 2025 en présence de M. Franck PLOUX cogérant de la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES, de représentants de l'UNICEM et de l'UNPG ;

VU le porter à connaissance du 8 août 2025 de la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES demandant un transfert de quotas en lit majeur temporaire de 10 000 tonnes pour les années 2025-2026 et 2027 entre l'établissement de la Varenne à Vouvray (37) vers l'établissement de l'île de Nouan à Courbouzon et Saint-Laurent-Nouan (41) ;

VU l'avis favorable émis lors de la réunion du 3 juillet 2025 par les carriers concernés par les quotas en lit majeur du département d'Indre-et-Loire à la suite de la demande déposée par la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES pour le transfert interdépartemental de quotas entre deux sites appartenant à ce groupe et situés dans deux départements différents ;

VU l'avis favorable de l'observatoire régional des matériaux du Centre-Val de Loire réuni le 4 septembre 2025 pour examiner la demande de transfert de quotas interdépartemental entre deux sites appartenant à un même groupe dans deux départements différents déposée par la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES ;

VU le rapport et les propositions du 9 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable de la CDNPS du département d'Indre-et-Loire réunie en formation carrières le 12 septembre 2025 pour examiner la demande de transfert de quotas interdépartemental entre deux sites appartenant à un même groupe dans deux départements différents déposée par la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES ;

VU l'avis favorable de la CDNPS du département de Loir-et-Cher réunie en formation carrière le 18 septembre 2025 pour examiner la demande de transfert de quotas interdépartemental entre deux sites appartenant à un même groupe dans deux départements différents déposée par la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 26 septembre 2025 applicable à la SARL SABLIÈRES PLOUX FRÈRES de la Varenne, à Vouvray (37), modifiant la capacité maximale autorisée extractible en abaissant temporairement de 10 000 tonnes/an (transfert de quotas) cette capacité d'extraction pour les années 2025-2026 et 2027 ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions spéciales porté à la connaissance de l'exploitant le 2 octobre 2025 ;

VU le formulaire du 2 octobre 2025 par lequel le pétitionnaire déclare ne pas avoir de remarques sur le projet d'arrêté et demande à ce que l'arrêté soit mis à la signature ;

CONSIDÉRANT les dispositions 1F-3 du SDAGE Loire-Bretagne ainsi que la mesure 1 de l'orientation 1.1.1 du SRC Loire-Bretagne qui prévoient la réduction des extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur ;

CONSIDÉRANT les orientations du SRC Loire-Bretagne, notamment la mesure 13 de l'orientation 2 relative à la préservation du patrimoine environnemental du territoire et en particulier son intégration paysagère qui proscriit le morcellement des pièces d'eau résiduelles (effet de mitage paysager) ;

CONSIDÉRANT qu'au 1^{er} janvier 2025 les quotas relatifs aux quantités maximales extractibles autorisées de granulats en lit majeur de la Loire dans le département de Loir-et-Cher (IGA 41 = 944 020 Tonnes) sont supérieurs au tonnage autorisable (IGAB 41 = 824 127 tonnes) ;

CONSIDÉRANT que les travaux programmés sont contraints dans le temps et qu'ils doivent être réalisés rapidement ;

CONSIDÉRANT que la non remise en état de la carrière aurait un effet significatif sur l'environnement et serait contraire aux orientations paysagères du Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} – AUTORISATION

La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES dont le siège est situé au 962 route d'Amboise, à Noizay (37210), est autorisée par l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales, à finaliser la remise en état de la carrière de Courbouzon (41) et des emprises abritant les installations de traitement et de transit connexes jusqu'au 30 juin 2027.

Le site est localisé sur les communes :

- de Courbouzon : au lieu-dit « Les Bordes » dans le domaine public en lit majeur de la Loire entre les PK 8.250 et PK 7.200 et les parcelles OF N° 210, 211 et 63 ;
- de Saint-Laurent-Nouan au lieu-dit « l'île de Nouan » dans les parcelles cadastrées AB n° 6 et 7.

ARTICLE 2 – MODIFICATION

Le dernier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 41-2025-06-30-00002 du 30 juin 2025 qui suit :

« La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES n'est pas autorisée à extraire ni à traiter ni à commercialiser les matériaux. »

est annulé et remplacé par :

« La SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES est autorisée pour les années 2025-2026-2027 à extraire au maximum 10 000 tonnes/an de matériaux, à traiter et à commercialiser les matériaux du site. »

Le tableau suivant illustrant des rubriques autorisées est ajouté à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n° 41-2025-06-30-00002 du 30 juin 2025 :

Tableau des rubriques ICPE :

Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Carrière	-	-	Maximal de 10 000 pour les années 2025-2026-2027	Tonnes/an
2515	1	D	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre	Installation criblage	La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de	Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	149	kW

			d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.		l'installation, étant : d'une puissance			
2517	2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	Station de transit	La superficie de l'aire de transit étant	Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²)	9979	m ²

(*) A= autorisation / E= enregistrement / D= déclaration

ARTICLE 3 – SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera dans son installation, en permanence et de façon visible.

Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée en mairies de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan et peut y être consultée ;
- affichée dans ces mêmes mairies pendant au moins un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- publiée sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher, pendant au moins quatre mois ;
- adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, les maires de Courbouzon et de Saint-Laurent-Nouan, ainsi que le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **- 7 OCT. 2025**

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général


Faustin GADEN

Délais et voies de recours en page suivante

Délais et voies de recours

— Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

— un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS cedex ;

— un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr